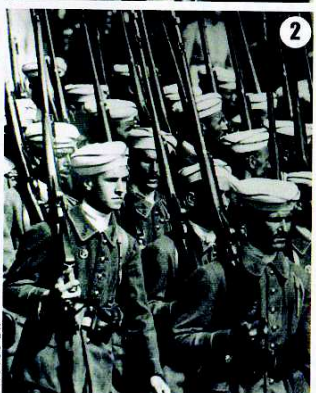
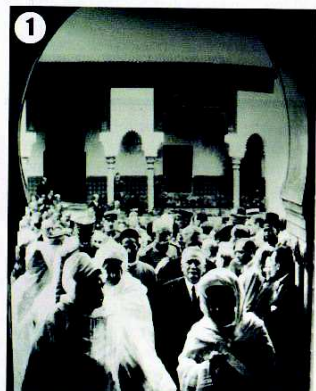


IMMIGRATION

Une présence de plus d'un siècle sur le sol français, un poids démographique conséquent arrivant au troisième rang après les Portugais et les Algériens : les Marocains occupent assurément une place spécifique dans la mosaïque des communautés d'origine étrangère en France. Mais quelles sont les origines d'une telle évolution ? Qui sont les premiers Marocains à être arrivés dans l'Hexagone ? Comment et pourquoi s'y sont-ils rendus ? Enfin, pourquoi certains d'entre eux y sont-ils restés ? Retour sur l'odyssée oubliée de ces pionniers des flux migratoires.

PAR AMINA BOUBIA



Pour comprendre l'arrivée des premiers Marocains en France, il est indispensable de revenir au contexte historique du XIX^e siècle. En ces temps, la crise démographique en France a pour conséquence la stagnation de la population. Un phénomène qui inquiète les autorités y voyant le déclin de l'Empire français. Avec la conquête de l'Algérie dès 1830, les colonies sont très vite perçues comme la solution en tant que réservoirs de soldats et de main-d'œuvre.

A cela s'ajoute la vogue du scientisme dans la seconde moitié du XIX^e siècle, la recherche d'exotisme, la fascination pour l'islam ainsi que la curiosité et les fantasmes ambigus du grand public français. Les contes des *Mille et une nuits* avaient été traduits par Antoine Galland déjà en 1704, bien avant la campagne d'Égypte de Napoléon Bonaparte de 1798 à 1801, qui ouvrit la voie aux travaux de Jean-François Champollion, père fondateur de l'égyptologie. En 1832, c'est le voyage de Delacroix au Maroc et en 1836 l'installation de l'obélisque de Louxor pla-

ce de la Concorde. Paris devient alors rapidement la Ville Lumière pour les réformateurs du monde arabe, initiateurs de la *nahda*.

Au milieu du siècle, l'endroit couru à Paris est le Café des Moresques, boulevard des Italiens, dont *L'Illustration* fait, le 5 janvier 1850,



L'odyssée des premiers Marocains en France



une description haute en couleur. L'auteur évoque les « contorsions des almées et autres pèris de l'Empire du Maroc » servant le « moka brûlant », avant d'avouer : « Ce sont des chrétiennes de Gonesse passées à la suie ou au jus de réglisse, et ornées d'oripeaux africains pour la séduction des consommateurs ».

Orientalisme et impérialisme. Très vite, Paris fait en sorte que le Maroc prenne acte de la présence française en Algérie. Louis-Philippe accueille à cet effet en 1846 une délégation marocaine conduite par le caïd de Tétouan. L'Afrique du Nord entre progressivement dans le quotidien des Français avec l'émigration des colons français, l'arrivée en

1848 de 4 députés représentant les 4 nouveaux départements d'Algérie, la présence d'un pavillon algérien à l'Exposition universelle de 1855, puis à celles de 1867, 1878, 1889, et plus tard de 1900 et 1907. En 1878, les visiteurs viennent admirer au Champ-de-Mars une ville arabe reconstituée à partir de la Casbah des Oudaya de Rabat.

Dès 1841 sont constitués les premiers bataillons de tirailleurs algériens, suivis en 1845 du corps des spahis. En 1857 sont créés les premiers bataillons de tirailleurs sénégalais. Parallèlement, la loi de 1889 sur la nationalité française a pour but de fixer rigoureusement la frontière intérieure entre nationaux et étrangers. Mais il faut attendre 1907, date de lan-

cement de l'« Expédition Maroc » et de la crise ouverte avec l'Allemagne, pour que les Français commencent à s'intéresser à cet autre pays d'Afrique du Nord. La propagande va bon train en Métropole.

C'est donc au début du XX^e siècle, à l'appel d'industriels, qu'arrivent les premiers ouvriers marocains en France. Quelques années avant l'établissement du Protectorat français, le 30 mars 1912, c'est par le relais de l'Algérie que s'est diffusée au Maroc la connaissance du travail en France. Les besoins de main-d'œuvre ont alors attiré dans la région d'Oran des dizaines de milliers de Marocains originaires du Rif oriental, de l'oasis de Figuig et du Souss. C'est de là que sont venus les premiers Mar-

1. Inauguration de la Mosquée de Paris avec Moulay Youssef, Gaston Doumergue et Si Kaddour Ben Ghabrit, 1926.
2. Défilé de tirailleurs marocains sur les Champs-Élysées, le 14 juillet 1938.
3. Ouvriers maghrébins aux usines Renault, fin de la Première Guerre mondiale.
4. Le Prince Moulay Hassan à l'Exposition universelle, en 1931.
5. Le 5^e escadron du régiment de marche de spahis marocains fête la libération de Paris, 24 août 1944.
6. Fête de l'Aïd el-Kbir à la Mosquée de Paris, en 1930.

IMMIGRATION

→ cains connus en France en 1908-1910, suivant l'exemple de leurs coreligionnaires algériens, pour se fixer dans les ports de Marseille et de Nantes, avant de rejoindre la région parisienne et les bassins houillers de la Loire et du Nord-Pas-de-Calais. Ces pionniers, exclusivement masculins et ruraux, de la présence marocaine en France travaillent essentiellement dans la sidérurgie, les mines, le bâtiment et l'industrie automobile. Certains tiennent une échoppe, sont artisans ou marchands ambulants. Les Marocains vont en France sous trois statuts : à titre public, dépendant de l'Etat, avec 100 francs de prime à l'embauche, voyage et soins pris en charge ; à titre de travailleurs «libres», avec un meilleur salaire ; et en tant qu'immigrés illégaux depuis 1913, année de suppression du permis de voyage et de la liberté de circulation entre l'Algérie et la France. Les Marocains passent ainsi avec l'accord tacite des autorités françaises par les ports algériens. Cette année-là, près de 30 000 hommes arrivent en France.

Pourquoi ces départs ? Il faut rappeler qu'à l'époque, suite aux guerres perdues et aux indemnités que le Trésor français lui avait imposées, le Maroc connaît une grave crise financière et plusieurs années de pénurie alimentaire. Pour beaucoup, l'échappée dans l'univers colonial permet donc de faire subsister la famille, mais favorise aussi l'entrée dans une certaine modernité et la possibilité d'une promotion sociale. Il existe par conséquent un lien fondamental entre le système colonial et le

déclenchement de l'arrivée des premiers Marocains en France. Mais il ne s'agit pas encore d'un véritable mouvement migratoire.

L'inflexion de la Première Guerre mondiale.

Le déclenchement de la Première Guerre mondiale constitue à cet égard un point d'inflexion crucial pour l'évolution des déplacements de Marocains. Les besoins de l'économie de guerre et la défense du sol français amènent les autorités coloniales à recruter, de gré ou de force, ouvriers et soldats dans le nouveau Protectorat, comme dans les autres possessions d'Afrique du Nord. Dès août 1914, des dizaines de milliers de soldats nord-africains de la fameuse Armée d'Afrique, réputés rustiques et combattifs par l'état-major français, affluent en région parisienne en transit pour le front. Le ministre de la Guerre, Alexandre Millerand, dit d'eux qu'ils sont «*parmi les meilleurs de l'Armée française*».

Par ailleurs, des services de main-d'œuvre immigrée se structurent progressivement. Le 14 septembre 1916, un décret organise la réquisition de la main-d'œuvre nord-africaine via le Service d'organisation et de surveillance des travailleurs coloniaux en France. Beaucoup se plaignent alors des conditions de vie, du comportement des contremaîtres et du non-respect des contrats de travail. De nombreux travailleurs à titre public comprennent vite l'intérêt de rompre les contrats et reviennent en travailleurs libres, mieux rémunérés, même si le risque d'expulsion en cas de chômage est alors bien plus grand. Au total, 35 000 «travailleurs coloniaux» marocains partent pour la métropole, ainsi que 22 800 spahis et tirailleurs marocains, dont les pertes sur les champs de bataille furent importantes. Sur les Nord-Africains mobilisés pour l'effort de guerre, dont 12 bataillons marocains, les Français posent un regard globalement positif. Lors du conflit, la France n'a cessé de se montrer protectrice de ses recrues musulmanes (respect des interdits alimentaires, création de lieux de culte) et en juin 1917, «La journée de l'armée d'Afrique et des troupes coloniales» rencontre un réel écho populaire.

A la fin de la guerre, en 1918, les unités d'Afrique du Nord sont parmi les plus décorées de toute l'Armée française et figurent à ce titre en tête de toutes les grandes cérémonies patriotiques. Plusieurs affiches illustrées d'un cavalier arabe au galop célèbrent leur contribution à la victoire. L'enthousiasme lors des défilés de la victoire est à la mesure de leur lourd tribut : les Maghrébins perdent plus de 38 000 hommes dans la Grande Guerre, et beaucoup reviennent blessés ou invalides. Un gros effort de solidarité est entrepris pour venir



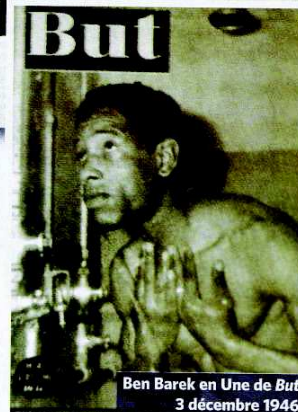
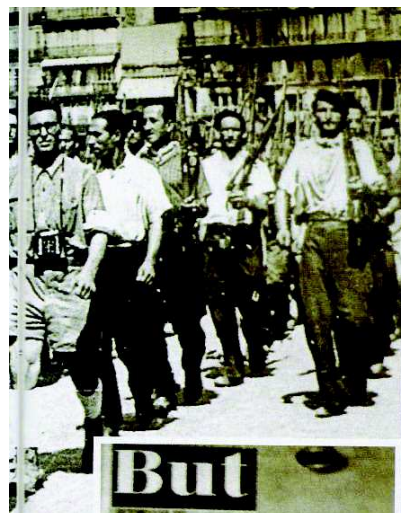
Jour de libération à Marseille en 1944.

en aide aux blessés et aux permissionnaires. La mosquée construite à l'occasion de l'exposition de Nogent en 1907 servira d'hôpital. Cochin et Neuilly prennent en charge de nombreux blessés tandis que des organismes d'assistance sont créés, comme le Comité franco-musulman, la Société des amitiés musulmanes et la Société de la solidarité franco-musulmane.

Suite à l'émergence des premières critiques, le gouvernement décide néanmoins de stopper l'immigration en novembre 1918. Un rapatriement est organisé, et les autorités exercent des pressions pour interdire les mariages entre «indigènes» et Françaises. Jusqu'en 1917, aucun contrôle moral, sanitaire ou professionnel n'était exigé des étrangers venant en France exercer une profession. Il leur suffisait de faire une simple déclaration à la mairie. Ce fut justement pendant la guerre que, pour la première fois, par le décret du 2 avril 1917, fut instituée une carte de séjour pour les étrangers de plus de 15 ans résidant en France. La fin du conflit permet donc le retour, volontaire ou non, au pays, mais certains décident de rester en se réengageant dans l'armée, en travaillant dans les mines, dans l'industrie, ou en ouvrant un commerce.

L'entre-deux-guerres, tournant politique.

Dans l'après-guerre, le recours aux travailleurs nord-africains reprend avec des séjours que les autorités veulent brefs, d'un à deux ans. Les va-et-vient annuels sont réguliers et les flux importants. Les années 20 marquent ainsi le début de l'immigration régulière de travail depuis le Maroc, même si son ampleur reste bien inférieure à celle de l'Algérie, et l'on peut désormais parler de véritable mouvement



INAUGURATION

La Mosquée de Paris

En mars 1922, le sultan du Maroc Moulay Youssef pose la première pierre de la Mosquée de Paris et, en octobre, le maréchal Lyautey assiste à la cérémonie d'orientation du Mihrab. Elle est inaugurée le 15 juillet 1926 en présence de Moulay Youssef et du président français Gaston Doumergue. Le projet de la mosquée est né des années plus tôt, en 1896 à la demande d'un député, mais ce n'est qu'en 1920 que le gouvernement présente un projet de loi pour remplacer la mosquée de Nogent dans le Jardin colonial. Mais cette institution est en même temps un outil de contrôle. Dès lors, à l'ombre du minaret, les immigrés musulmans sont placés sous un quadruple contrôle : de la municipalité, de la préfecture de police, des autorités religieuses musulmanes et de la presse populaire. La

migratoire. Ces va-et-vient suivent la courbe de l'activité économique en France. Des quartiers de villes sont peuplés de Marocains, où des familles se forment.

Dans le même temps, un discours raciste d'extrême droite prend forme en France. Les meurtres de la rue Fondary en 1923 où étaient impliqués des Nord-Africains, sont un prétexte pour renforcer le contrôle des populations maghrébines. La municipalité crée son propre organisme de surveillance à partir de 1925 : le Service des affaires indigènes nord-africaines de la rue Lecomte. En 1926, à l'avènement de la crise économique, de nouvelles mesures pour la limitation de l'immigration nord-africaine sont prises, au grand soulagement des colons inquiets de la fuite de la main-d'œuvre. Dès lors, l'alternance entre des mesures d'arrêt total de l'immigration nord-africaine et des politiques de simple restriction s'inscrit dans la tradition républicaine.

Au Maroc, le Protectorat favorise une transformation profonde du territoire rural et du réseau urbain, qui bascule vers la rive atlantique, et l'instauration d'une autorité qui entend faire disparaître le partage entre les espaces soumis au pouvoir central, le makhen, et les régions rebelles à celui-ci, le bled siba. Ces régions deviennent le principal foyer de départs vers la France. Le résident général, le maréchal Lyautey, voit dans l'émigration l'autre moyen de la «pacification» des territoires : «Chaque départ d'immigré marocain supprimait un fusil ; chaque retour était une propagande pour la tranquillité de la France», écrit-il. On a ainsi pu dire, sans trop exagérer, que la «pacification» du Haut-Atlas avait été opérée à Gen-

nevilliers ! Le pli était pris et les autorités ne pourront empêcher une sédentarisation certaine de l'immigration et son entrée dans la classe ouvrière qui, sous l'impulsion du Parti communiste français (PCF), s'érige en contre-société. En 1924, le premier congrès des travailleurs nord-africains est organisé par le PCF. En 1926 se crée l'Etoile des Nord-Africains (ENA) qui va très vite s'engager dans la lutte pour l'indépendance au Maghreb, tandis que les courants panarabes commencent à avoir une résonance certaine en Afrique du Nord.

La campagne du Rif au Maroc, menée conjointement par les Français et les Espagnols, et qui s'achève par la reddition de Abdelkrim le 27 mai 1926, est l'occasion d'une bipolarisation de l'opinion française. Tandis que domine une représentation péjorative de ces résistants marocains, le PC tente de développer la solidarité avec Abdelkrim sur le slogan «Le Maroc aux Marocains». L'activité nationaliste connaît alors un essor important en France, à la fois sous surveillance et beaucoup plus libre qu'outre-mer. En 1929, l'ENA compte plus de 3500 militants répartis en 15 sections, dont 8 à Paris. Pour limiter le rapprochement des Nord-Africains avec les nationalistes, de nombreuses associations communautaires sont infiltrées, tels le Foyer intellectuel nord-africain, l'Association des étudiants musulmans d'Afrique du Nord, le Cercle intellectuel de la Méditerranée ou l'Amicale franco-musulmane. Dans les années 30, la politique de l'administration coloniale heurte à nouveau les intérêts économiques des colons qui s'inquiètent des risques de pénurie de main-d'œuvre et de la concurrence sur les salaires que l'émigration en métropole provoque sur le marché de l'emploi marocain. La crise économique aidant, les autorités se rangent à leur point de vue : le Dahir du 27 octobre 1931 supprime la libre sortie des candidats marocains à l'émigration. Entre 1932 et 1935, le chômage lié à la crise économique provoque une vague plus forte de retours.

Surveillance et non intégration.

En outre, le gouvernement n'a cessé de refuser les autorisations de résidence permanente aux immigrés, même lorsqu'ils peuvent présenter un contrat de travail, un acte de mariage ou la preuve d'achat d'un petit commerce ou d'une licence. Depuis 1922, les Marocains, comme les Algériens et les Tunisiens, sont obligés de posséder une pièce d'identité avec photographie, puis, à partir de 1935, la carte de «protégé français». De même, pour venir en France, ils doivent avoir un casier vierge, avoir fait leur service militaire (ou être exemptés), un certificat médical et être détenteurs d'un pécule de garantie variable de 100 à 1000 francs selon les années, ou encore être inscrits dans un établissement ou une université. S'ils sont nécessaires au monde du travail, on veut les exclu-



Tirailleurs marocains, 1931.

IMMIGRATION

→ re de toute vie sociale. Les organismes se succèdent pour gérer les flux. L'écart entre les projets et les discours est flagrant et le régime colonial s'étend à la Métropole. Stéréotypes et xénophobie reviennent en force, et les migrants vivent dans des conditions difficiles.

Lors de l'exposition coloniale internationale de 1931, les efforts du PCF, de la Confédération générale du travail unitaire (CGTU) et des anarchistes pour condamner «cent ans de domination française en Algérie» ne rencontrent pas de grand écho. À l'inverse, avec ses 33 millions de visiteurs, l'exposition offre une spectaculaire reconstitution dans les pavillons du Maroc, d'Algérie et de Tunisie et marque l'avènement d'une conception moderne et planifiée du discours colonial. Le 6 février 1934, les émeutes de l'extrême droite à Paris font un mort d'origine nord-africaine. En 1938 est mise en place une section spéciale chargée du recensement des Nord-Africains, en liaison avec les autorités coloniales du Maghreb.

Mais la dynamique migratoire vers la France continue de se développer grâce à l'efficacité de réseaux fonctionnant sur la base de la solidarité villageoise et tribale, comme le prouve l'origine régionale des migrants. En 1936, la très grande majorité des ouvriers marocains en France provient des régions sédentaires et berbérophones du Sud, du Haut-Atlas occidental, du Souss et de l'Anti-Atlas. Les filières migratoires, qui se spécialisent et se professionnalisent, s'articulent dans l'espace selon une logique bien connue. Chaque village, chaque fraction de tribu en émigration se constitue un territoire à l'intérieur de telle ville française, de tel quartier, de telle cité ouvrière.

FRONT POPULAIRE

Militantisme syndical et politique

Les immigrés maghrébins attendent beaucoup du Front populaire dans les années 30. Les Jeunes Marocains, bien que s'inscrivant dans leur propre dynamique indépendantiste, soutiennent le comité du Rassemblement populaire. En juin 1936, le Congrès musulman se réunit pour la première fois et rassemble élus, oulémas, communistes et nationalistes. 40 000 militants nord-africains défilent à l'occasion du 14 juillet pour défendre leurs revendications (fin des lois d'exception, liberté d'enseignement de l'arabe, droits politiques et suffrage universel). Mais quand la délégation du Congrès musulman est

reçue le 23 juillet 1936 par le gouvernement Blum, elle est éconduite à la déception générale. Le silence du gouvernement face aux appels d'un second Congrès, auquel ne participent pourtant que les partisans de l'assimilation, confirme l'impasse. En 1938, un an après l'ENA, c'est au tour du Comité d'action marocaine et du Néo-Destour d'être dissous. Le Front populaire cesse alors d'être un espoir pour les peuples coloniaux en lutte et l'idée d'assimilation ne s'en relève pas. Bien au contraire, les courants indépendantistes, incarnés notamment par El Ouazzani et Balafrej pour le Maroc, connaîtront une progression rapide.



1. Pavillon du Maroc, exposition universelle, Paris, 1930.

2. Cérémonie d'orientation de la Mosquée de Paris, 1922.

3. Loterie pour les œuvres d'assistance aux soldats marocains. Affiche signée Joseph de la Nézière.



essentiellement dans les campagnes arabophones. Leur espace de vie, très différent de celui des ouvriers, s'organise autour des garnisons de l'Est et du Sud-Est français. La période de l'entre-deux-guerres, caractérisée par des mécanismes de rejet, reste aussi celle d'une expression politique et syndicale intense. En 1936, l'obligation de fréquenter l'école est généralisée aux enfants non-français et, en 1938, «la perle noire de Casablanca» Larbi Ben Barké fait ses débuts en équipe nationale de football. Au cours de ce premier âge de la migration marocaine, les flux sont encore essentiellement constitués d'hommes seuls, et la présence des femmes et des familles reste exceptionnelle. Le nombre de migrants marocains augmente régulièrement : de 21 000 en 1929, ils passent à 40 000, dont 28 000 travailleurs, à la veille de la Seconde Guerre mondiale.

La rupture de la Seconde Guerre mondiale. Survient la tourmente de la Seconde Guerre mondiale. Les Marocains participent comme main-d'œuvre réquisitionnée en France, mais aussi comme soldats de l'Armée d'Afrique, payant une fois de plus un lourd tribut à la défense et à la libération de leur «protecteur». La défaite de 1940 est un choc. Mais une autre histoire commence sous l'occupation allemande. Certains voient en



l'Allemagne un allié dans leur lutte anticoloniale, d'autres un ennemi à combattre à tout prix. Sollicités par tous, les Arabes vont donc connaître 4 années très agitées et des itinéraires opposés dans la collaboration ou la Résistance. La propagande pétainiste cherche à maintenir l'allégeance des colonies – Radio Vichy programme des émissions en arabe et en kabyle – tandis que l'Allemagne veut rallier les nationalistes contre la France. À la fin de cette période tragique, le régime dit de «l'émigration libre» prend fin et les pertes humaines ainsi que les retours au pays engendrent la diminution de moitié des résidents marocains en France.

Mais la fin du conflit signe surtout la fin d'une certaine relation à la France. Alors que les Maghrébins musulmans représentent une grande partie des forces françaises combattantes de 1943 à 1945 avec un peu plus de 200 000 hommes et près de 300 000 sur les différents théâtres d'opération depuis fin 1940, leur effort sera peu reconnu. D'ailleurs, la victoire du 8 mai 1945 est marquée par des manifestations réprimées dans le sang à Sétif, signe de la déception éprouvée devant les promesses non tenues de la France combattante, annonceur des indépendances futures. Le Maroc regagnera sa souveraineté en 1956.

Par la suite, l'émigration reprendra fortement pour connaître son expansion la plus forte depuis le début du siècle. Les décennies 60 et 70 voient s'accomplir un véritable changement d'échelle dans la migration marocaine en France, notamment avec le regroupement familial. Entre 1961 et 1966, environ 12 000 travailleurs marocains entrent en France chaque année. Ce chiffre passe à 19 000 entre 1967 et 1974, date de la fermeture officielle des frontières. Par ailleurs, leurs effectifs, saisis à travers les différents recensements généraux de la population, passent de 33 300 en 1962 à 84 200 en 1968, 260 000 en 1975 et 431 100 en 1982. Entre 1975 et 1990, la population marocaine en France a doublé.

Dans l'ensemble, l'évolution intervenue en l'espace d'un siècle est considérable. D'une dynamique ouvrière de travail essentiellement masculine et à fort taux de rotation entre les deux rives, on passe à une immigration permanente, familiale, à l'origine d'un développement rapide de nouvelles générations élevées en France. De nouvelles générations qui font preuve d'une gestion transnationale de leur double appartenance, illustrée dans les transferts d'économies et les vacances au pays qui rythment aujourd'hui encore les flux entre la France et le Maroc. ■

CHAUFFE EAU SOLAIRE TP150-B

Résultat de plus de 25 ans d'expérience et de progrès. Plus de 15000 applications au Maroc et à l'étranger. Un rapport qualité-prix qui défie toute concurrence. Un service après vente irréprochable.

Offre spéciale été 2009

150 Litres à **6600 DH TTC** Installé
Disponible aussi en 300, 450, 600 Litres et plus...

8 ans
de garantie

Maintenance
assurée

Tél : 0537 79 08 56
Fax : 0537 29 02 37
Gsm : 0661 30 44 63

www.tropicalpower.net

TROPICAL-POWER